

Le 29 février 2024

PAR COURRIEL

À l'attention des membres du Comité de transition pour la mise en place de Santé Québec

Objet : La représentativité des services sociaux dans la gouvernance de Santé Québec

Madame,
Monsieur,

Alors que les appels de candidatures pour le conseil d'administration et le poste de président et chef de la direction de Santé Québec sont terminés ou le seront bientôt, nous prenons contact avec vous afin de vous sensibiliser à l'importance d'assurer une représentativité des services sociaux au sein des différentes instances de gouvernance de la nouvelle agence.

Dans la mesure où nous avons toujours la conviction qu'un réseau public intégrant les missions «santé» et «services sociaux» est encore viable et souhaitable, et où vous êtes appelés à jouer un rôle significatif dans la mise en place de Santé Québec, **il nous apparaît primordial de vous rappeler le caractère distinct et à la fois complémentaire de ces deux missions de l'État.** Trop souvent, dans les dernières années, les services sociaux n'ont eu peu, ou pas, de voix au chapitre ; les problèmes d'accès aux services de santé physique dictant les orientations et monopolisant l'attention de la gouvernance au détriment de la qualité et de l'accès aux services sociaux. Cette situation, combinée à certains facteurs conjoncturels tels que le vieillissement de la population, la pandémie ou encore l'inflation, a notamment fait gonfler de façon importante les listes d'attente pour des services sociaux.

Dans le cadre de votre mandat, vous avez une opportunité unique d'influencer positivement notre société en faisant une juste place aux services sociaux au sein de Santé Québec. **Concrètement, nous vous invitons à favoriser la nomination d'au moins une personne détenant de l'expérience significative en services sociaux au sein du conseil d'administration de Santé Québec et à prévoir la création d'un poste de direction, par exemple de vice-président – services sociaux, au sein de l'agence.**

En l'absence de personnes ayant une connaissance et une fine compréhension des problématiques sociales et des services sociaux publics dans les instances décisionnelles de Santé Québec, nous craignons que le déséquilibre créé entre les deux missions de l'État, notamment depuis la réforme de 2015, ne se cristallise. Que les services sociaux se retrouvent, une fois de plus, soumis à la logique médico-centriste axée sur le traitement curatif plutôt que le préventif et sur les symptômes plutôt que les causes. Qu'ils soient évalués sur une base quantitative plutôt que qualitative ou encore, qu'ils se structurent autour d'une approche essentiellement individuelle plutôt que collective et communautaire. Bref, une logique qui dénature le sens et la portée des services sociaux.

Rappelons que les services sociaux ont pour mission de veiller à l'intégration sociale et au développement des personnes, des familles et des groupes ; à accroître leur bien-être ; à favoriser leur participation et à adapter les environnements à leurs besoins et finalement à garantir la protection des populations et des groupes vulnérables. Pour atteindre leurs objectifs, les services sociaux doivent être axés sur les déterminants sociaux de la santé et se déployer sur tout le spectre permettant d'agir sur le bien-être et la santé de la population, de la prévention jusqu'aux services sociaux spécialisés. Ils doivent être de proximité, tant dans la gouvernance que dans l'opérationnalisation, et donc avoir la latitude pour s'adapter aux besoins des communautés qu'ils desservent.

Nous avons l'intime conviction qu'une société moderne, ouverte et empreinte des valeurs de justice sociale et d'égalité comme le Québec peut faire mieux pour améliorer la santé et le bien-être de sa population.

Nous demeurons disponibles pour répondre à toute question ou commentaire que pourrait susciter cette correspondance.

Veuillez recevoir nos plus cordiales salutations,

Les 53 cosignataires :

Cécile Arbaud, directrice générale, Dans la rue

Nancy Audet, journaliste, animatrice, auteure, conférencière, marraine de la Fondation des jeunes de la DPJ et porte-parole du programme de mentorat 16-21 pour l'organisme Grands frères, Grandes sœurs du Québec

Fabienne Audette, directrice générale, Fondation des Jeunes de la DPJ

Benoit Bernier, co-fondateur et directeur Développement, Déclic

André Brunelle M.A.P., directeur général retraité de Centre jeunesse

Anick Charland, représentante du Conseil d'administration, Centre Amitié, Ressources et Entraide pour la Jeunesse (C.A.R.E. Jeunesse)

Karolane Chénier-Richard, technicienne en travail social

Johanne Cooper, directrice générale, Maison la Tangente

Sylvie Cusson, directrice des soins infirmiers retraitée, réseau de la santé et des services sociaux, consultante

Paule Dalphond, directrice générale, Regroupement des Auberges du Cœur du Québec

Jérôme di Giovanni, président, Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux

Caroline Dufour, coordonnatrice, Coalition Jeunes+

Danièle Dulude, PDGA retraitée des services sociaux et de la réadaptation, présidente de la Fondation du Centre jeunesse de Laval

Jacques Dumais, directeur retraité de la protection de la jeunesse de Chaudière-Appalaches

Benoit Duplessis, président, Regroupement des Fondations en protection de la jeunesse du Québec

Tonino Esposito, professeur agrégé et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en services sociaux pour les enfants vulnérables, École de travail social, Université de Montréal

Nathalie Garon, directrice générale adjointe et cadre supérieure retraitée de la santé et des services sociaux

Gabriela Gomez, M. ED, SEP, Director of Counseling Services, À deux mains/Head and Hands

Sophie Hamisultane, professeur adjointe, École de travail social, Université de Montréal

Lesley Hill, directrice générale et cadre supérieure retraitée de la santé et des services sociaux et ex-commissaire de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

Emmanuelle Khoury, professeure adjointe, École de travail social, Université de Montréal

Julie Laflamme-Desgroseilliers, coordonnatrice, TAPAJ Québec

Denis Lafortune, professeur titulaire, École de criminologie, Université de Montréal et directeur scientifique de l'Institut universitaire Jeunes en difficulté

Mylène Leblanc L., avocate en droit de la jeunesse, Leblanc avocate, cabinet d'avocats

André Lebon, consultant et ex-vice-président de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

Myriam Lepage-Lamazzi, coordonnatrice, Mouvement Jeunes et santé mentale

Marie-Noëlle L'Espérance, directrice Prévention, intervention et programmes cliniques, Dans la rue

Pierre Lynch, président, Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées

Sue-Ann MacDonald, PhD, MSW, Professeure agrégée, École de travail social, Université de Montréal

Pierre-Paul Malenfant, T.S., président, Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec

Varda Mann-Feder, professeure titulaire, Applied Human Sciences, Université de Concordia

Benoit Marchessault, directeur général retraité de la santé et des services sociaux

Judy Martin, Executive director, Fondation Hylcan

Louis McClish, cadre supérieur retraité du réseau de la santé et des services sociaux

Pierre-Paul Milette, Adm.A, directeur général adjoint retraité de la santé et des services sociaux, président du conseil d'administration du CISSS de Laval et président du comité délibératif permanent services sociaux et santé mentale de l'INESSS

Marie-Andrée Périgny, T.S., présidente, Association des conseils multidisciplinaires du Québec (ACMQ)

Marie-Laurence Poirrel, professeure agrégée, École de travail social, Université de Montréal

Marie-Andrée Poirier, professeure titulaire, École de travail social, Université de Montréal

Guy Poudrier, ex-directeur général du Centre de Santé et de Services Sociaux de l'Énergie

Josée Rioux, criminologue, présidente, Ordre des criminologues du Québec

Jennifer Robillard, directrice générale, Coalition Interjeunes

Alain Saint-Pierre, directeur général adjoint retraité des services sociaux et consultant

Christian Samoisette, président, Association du personnel d'encadrement du Réseau de la santé et des services sociaux (APER)

Annie Savage, directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Félix-David Soucis, ps. Éd., président, Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec

Maryse Soulières, professeure adjointe, École de travail social, Université de Montréal

Carole Tavernier, présidente, Regroupement provincial des comités des usagers

Danielle Tremblay, ex-directrice de la protection de la jeunesse et ex-commissaire de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse

Carole Trempe, présidente-directrice générale, Association des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux

Marc Turcotte, DPJ retraité de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine et directeur général retraité du Centre Jeunesse de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine

Michael Udy, directeur général retraité des services sociaux et consultant

Gary Whittaker, President, 9224-4052 Quebec Inc.

Mikah Youbi, directeur, Renaître de la Rue